

ÉPHÉMÉRIDE

12 DÉCEMBRE

CNESER – Formation plénière.

13 DÉCEMBRE

- **Secrétariat national** SNESUP-FSU.
- **CNESER accréditations :**
université de Nouvelle-Calédonie
+ Comue de Lyon.

14 DÉCEMBRE

Réunion du **secteur Recherche**.

15 DÉCEMBRE

Commission administrative
SNESUP-FSU.

3 JANVIER

Secrétariat national SNESUP-FSU.

5 JANVIER

- Réunion du **collectif FDE**.
- Réunion du **secteur Vie syndicale**.
- Réunion du **secteur Formations**.
- Réunion du **secteur International**.

9 JANVIER

Bureau délibératif fédéral national (BDFN).

9 ET 10 JANVIER

Stage FSU – Femmes.

10 JANVIER

Secrétariat national SNESUP-FSU.

11 ET 12 JANVIER

États généraux de la formation des enseignant.e.s et CPE.

12 JANVIER

Commission administrative
SNESUP-FSU.

le snesup

**MENSUEL
DU SYNDICAT
NATIONAL DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR**

SNESUP-FSU

78, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris - Tél. : 01 44 79 96 10
Internet : www.snesup.fr

Directeur de la publication : Hervé Christofol

Coordination des publications : Pascal Maillard

Rédaction exécutive :

Laurence Favier, Claudine Kahane,
Isabelle de Mecquenem, Marc Neveu,
Christophe Pébarthe

Secrétariat de rédaction :

Catherine Maupu, Latifa Rochdi
Tél. : 01 44 79 96 23

CPPAP : 0121 5 07698

ISSN : 0245 9663

Conception et réalisation : C.A.G., Paris

Impression :

SIPE, 10 ter, rue J.-J. Rousseau, 91350 Grigny

Régie publicitaire :

Com d'habitude publicité,
Clotilde Poitevin. Tél. : 05 55 24 14 03
contact@comdhabitude.fr

Prix au numéro : 0,90 € • Abonnement : 12 € / an

Illustration de couverture : © DR

GRÈCE

Menace de grève générale

La centrale syndicale nationale grecque GSEE lance un appel à la grève générale le 8 décembre, compte tenu des résultats des négociations entre les crédateurs et le gouvernement, qui visent à supprimer en bloc les droits des travailleurs. Les crédateurs, avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) à leur tête, exigent le retrait des restrictions concernant les licenciements collectifs de travailleurs, veulent imposer de nouveaux obstacles à l'organisation des syndicats et à la négociation collective, demandent des limites supplémentaires pour le droit de grève et des réductions plus importantes sur les retraites.

D'après Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), « *le FMI semble mal comprendre ce qui se passe réellement en Grèce aujourd'hui et, à vrai dire, dans le reste du monde en général. La volonté du capital financier qui s'impose depuis six ans au détriment des travailleurs se révèle être un échec total. Elle a privé l'économie grecque de la possibilité de revenir vers la croissance et la création d'emplois. Cette dernière série de demandes montre que l'idéologie l'emporte une fois de plus sur l'économie rationnelle – un économiste, même novice, serait capable de prévoir que cette approche ne fera qu'aggraver la situation économique et condamner encore plus de personnes à une extrême pauvreté* ».

La nature idéologique des demandes du FMI transparait au travers de son insistance à l'égard des dispositions de *lock-out* pour les employeurs, alors même que les employeurs grecs n'ont pas demandé ces mesures. Le Conseil général de la CSI, qui se réunit aujourd'hui à Vienne, fait part de sa solidarité et de son soutien aux travailleurs grecs et à leurs syndicats.

« *Nous exhortons le FMI à renoncer à ces politiques destructrices en Grèce, qui sont à l'origine d'une profonde souffrance pour les travailleurs et leur famille et d'une situation économique catastrophique* », a déclaré Mme Burrow.

La CSI (www.ituc-csi.org) représente 180 millions de travailleurs au sein de 333 organisations affiliées nationales dans 162 pays et territoires. ●

Communiqué CSI, Bruxelles/Vienne, 1^{er} décembre 2016